

Nouvelles locales du jeudi 06 février 2014

@rib News, 06/02/2014 | Politique- Le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana persiste et signe affirmant que le président du parti Uprona reconnu par la loi est bel et bien le député Bonaventure Niyoyankana. Dans une conférence de presse qu'il vient d'animer ce jeudi matin, le ministre Nduwimana affirme que sa décision de suspendre Nditije à l'Assemblée par une décision de justice annulant le congrès qui avait porté Nditije à la tête de l'Uprona. Ainsi, il voit que malgré Busokoza ait annulé sa décision de placer Niyoyankana à la tête de l'Uprona, cette dernière reste en vigueur puisque la décision de Busokoza figure parmi les fautes pour lesquelles il a été destitué. Selon lui en outre, le décret pris par le président de la République est juridiquement supérieur à la décision de Busokoza. [rpa/rtnb/isanganiro/bonesha/rtr]

- Le groupe parlementaire Uprona trouve que la solution à la crise institutionnelle au Burundi viendra du président de la République. Selon le président de ce groupe, étant donné que la mesure du ministre de placer Niyoyankana à la tête de l'Uprona a été annulée par Busokoza, cela signifie que ce sont les organes que le ministre avait suspendus qui continuent de représenter valablement le parti Uprona. Ainsi, Bonaventure Gasutwa invite le président de la République de dépasser toutes les tendances et dialoguer avec le parti Uprona dirigé par Nditije. Selon lui, les dirigeants doivent laisser le parti Uprona fonctionner librement si du moins ils veulent que la situation se normalise. Il affirme aussi qu'ils ne peuvent en aucun cas céder à la peur puisqu'ils savent ce qu'ils doivent faire au sein des institutions. Il assure enfin l'immunité des ministres de l'Uprona n'aurait pas due à leur parti d'origine, mais au pouvoir Cnnd-Fdd qui veut d'un parti indépendant. [isanganiro/rtr/rpa/bonesha]- Le vice porte-parole du président de la République affirme que les problèmes existent partout même au Gouvernement particulièrement suite à la situation qui prévaut au sein du parti Uprona. Willy Nyamitwe pense aussi que ce n'est pas la décision du président de la République de destituer Busokoza qui a enfoncé le dernier clou puisque ces problèmes existaient même avant son intervention. Il ajoute que le Gouvernement n'a pas l'intention de faire arrêter Busokoza et Nditije. Selon lui, tous les politiciens ont l'habitude de que leur sécurité est menacée pour coller une mauvaise image aux autorités en place alors qu'en est pas arrivé à terme en affirmant que le Gouvernement n'a pas l'intention de déstabiliser les autres partis politiques afin que le parti Cnnd-Fdd se présente seul lors des élections de 2015 puisque cela serait contraire au pas de franchi en matière de démocratie. [isanganiro/rtr/rpa/bonesha/rtnb]- Alors que la ministre de la Communication avait présenté sa démission ce mardi dans la soirée comme il avait fait celui du Développement communal dans la matinée, la ministre du Commerce de l'industrie a présenté aussi sa démission ce mercredi matin. Selon ces dignitaires issus du parti Uprona, les problèmes qui minent ce parti les concernent et estiment qu'ils ne peuvent pas continuer à siéger au Gouvernement alors que les organes qui les avaient mandatés ont été suspendus par le ministre de l'Intérieur. Les deux dernières ont tenté d'affirmer qu'elles préféreraient quitter le Gouvernement tout en affirmant qu'il ne s'agit pas d'une manière de déstabiliser le président de la République qui avait placé sa confiance en elles, mais qu'il faut qu'elles respectent la souveraineté du parti. Selon elles, avant d'être membres du Gouvernement, elles sont des membres du parti Uprona qui les a proposées au président de la République afin d'occuper ces postes. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]- Selon l'ancien président de la République Sylvestre Ntibantunganya, le Gouvernement de notre pays compte deux formations politiques avec un passé tout à fait différent même si certains points les rapprochent. Selon Sylvestre Ntibantunganya, il y a d'un côté le parti Uprona, un vieux parti qui a milité pour l'indépendance du pays. D'un autre côté, le Cnnd-Fdd, un jeune parti dont les origines remontent à la période de 1995 mais qui a lui aussi participé dans une lutte armée. Il trouve que ces deux partis revendiquent tous la souveraineté sur le territoire national et chacun se dit qu'il est légitime pour avoir mené une lutte. Mais, il constate que l'affrontement entre eux est une phase cruciale de la réconciliation nationale des Burundais. Il constate également que si Busokoza et Nditije sont en cachette, cela n'est pas de nature à faire régner un bon climat politique puisqu'ils sont sans doute des personnalités importantes dans le pays et cela a plutôt des répercussions négatives sur la situation. Il demande aux concernés de ne pas se presser à prendre des décisions contre les uns et les autres mais plutôt de privilégier la voie du dialogue. [isanganiro/rpa/rtr]- De son côté, l'ancien président Domitien Ndayizeye trouve que les divisions au sein des partis politiques ont été toujours d'actualité même au temps du régime du parti Uprona et qu'elles interviennent sous l'effet du pouvoir en place. Selon lui, le pouvoir en place doit nécessairement avoir des interlocuteurs dignes de ce nom afin qu'il puisse être plus légitime sur le plan politique et cela nécessite des partis politiques forts, ayant des membres partout. Il conseille donc au président de la République de se contenter de la branche de l'Uprona qui a le plus de membres et d'éviter la colère afin de ne pas négocier avec celui qui n'a pas de membres. Selon lui, si Nkurunziza choisit le camp le plus faible, sans membres, les accords négociés tomberont sans doute à l'eau au profit de la rivalité sur terrain. [rpa]- L'ADC-Ikibiri constate que l'attitude du président de la République dans la situation politique qui prévaut au Burundi n'est pas du tout rassurante. Le président de cette alliance accuse le président Nkurunziza de prendre des décisions sans consulter les concernés. L'once Ngendakumana trouve que même si le fait pas attention, le ministre de l'Intérieur va induire en erreur et l'irréparable pourra être commis. Il trouve que le discours du président de la République lors de la commémoration du 23^{ème} anniversaire de la Charte de l'Unité nationale est caractérisé par un excès de langage. Selon lui, Nkurunziza semble être dépassé par les événements. Ce fait, il utilise des termes non appropriés de tournage du thème central de cette journée. Il profite de cette occasion pour demander la libération des autres personnes incarcérées injustement afin qu'elles viennent contribuer à la reconstruction du pays. [bonesha/rpa/isanganiro]- L'analyste de discours le professeur Gertrude Kazoviyo trouve que les propos du président de la République lors de la célébration du 23^{ème} anniversaire de la Charte de l'Unité nationale ont été caractérisés par la colère. Selon elle, l'attitude du président de la République comme personne humaine est compréhensible à voir la situation qui prévaut au sein du Gouvernement où, après la destitution du Premier Vice-président, les autres ministres Uprona présentent tour à tour leur démission. Néanmoins, elle trouve qu'en tant que président de la République, il ne devrait pas agir sous l'effet de la colère afin de ne pas mettre en doute sa personnalité et sa capacité à gérer le stress. [bonesha]- Le parti MRC-Rurenzangemero se dit inquiet de la situation qui prévaut au

sein du parti Uprona. Le porte-parole de ce parti affirme que l'Uprona est un parti frère du MRC-Rurenzangemero et de ce fait, reste sensible aux problèmes qui l'affectent. Le professeur Juvénal Ngorwanubusa trouve aussi que cette tempête entre le Cndd-Fdd et l'Uprona était prévisible surtout en ce qui est de la révision de la Constitution, la loi sur CNTB et la mise en place de la CVR. Selon lui, ces sujets sont d'une importance capitale que le parti Uprona ne peut en aucun cas faire facilement des concessions à ce sujet. Ainsi, il demande aux concernés de s'asseoir ensemble et de trouver une solution. Il se dit aussi confiant que le président de la République voit la partie ou l'aile du parti Uprona avec laquelle il peut négocier afin de dégager une solution durable. [isanganiro/rtr/rpa]- Les comités exécutifs du parti Uprona dans les provinces de Kirundo, Bubanza, Muyinga et Mwaro ainsi que la ligue des femmes de l'Uprona (UFB) en Mairie de Bujumbura viennent de rendre publics des communiqués dans lesquels ils s'insurgent contre le comportement du ministre de l'Intérieur qui vise à détruire le parti du Prince Louis Rwagasore. Dans ces différents communiqués, les auteurs saluent le courage et la détermination de Charles Nditije et de Busokoza face aux intérêts de la population en général et des Badasigana en particulier. Ils affirment en outre qu'ils soutiennent la suspension de Bonaventure Niyoyankana au sein du parti Uprona pour une période de 6 mois d'ici par le comité central de ce parti. Ils affirment aussi qu'ils n'accepteront pas tout ce qui se fera à l'Uprona sans passer par le comité central de ce parti. Tout en soutenant les efforts de Nditije et Ngayimpenda de rassembler les Badasigana, ils mettent aussi en garde tout Mudasigana qui acceptera des fonctions au sein du Gouvernement sans mandat de son parti et affirment leur détermination à ne pas accepter des dirigeants imposés par Nduwimana. [isanganiro/rtr/rpa/bonesha]- Le constitutionnaliste professeur de l'Université Pascal Rwankara trouve qu'il y a un vide dans les institutions causé par la démission du Premier Vice-président de la République et de trois ministres tous issus du parti Uprona. Selon lui, il est difficile de procéder à des nominations ou tenir un Conseil des ministres dans cette situation étant même donné que le processus constitutionnel est rompu au sein du Gouvernement. Il trouve également que la décision prise par le Premier vice-président avant d'être démis de ses fonctions (celle d'annuler la décision de Nduwimana suspendant les instances de l'Uprona) reste en vigueur puisqu'elle n'a pas été annulée à son tour par le décret qui l'a démis de ses fonctions. Il affirme donc que si le président de la République prend en considération les noms proposés par Bonaventure Niyoyankana, le Gouvernement sera illégal au regard de la Constitution. Il affirme donc que le président du parti Uprona est bel et bien Charles Nditije. [isanganiro/rtr/rpa/bonesha]